

Toulon, le 12 Octobre 2023

Appel à manifestation d'intérêt

Création de places de pension de famille et de résidence accueil dans le département du VAR pour la période 2023/2027

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Fiche projet
- Annexe 2 : Cahier des charges

Contexte

Le deuxième plan quinquennal pour « logement d'abord et la lutte contre le sans abris » fixe pour la période 2023/2027, la poursuite du développement des pensions de famille déjà actée dans le premier volet, notamment pour les personnes en situation d'exclusion avec troubles psychiques. 7 200 places de pensions de familles ont été créés grâce à cette impulsion et confirme le bien-fondé de sa mise en œuvre axé sur la mobilisation d'une offre de logements adaptés et abordables, la construction de parcours d'accompagnement efficaces et la prévention des ruptures, pour éviter à chacun de se retrouver sans abri.

Ce deuxième volet, dans la continuité des résultats positifs obtenus ces cinq dernières années, accélère la création de pensions de familles en fixant un objectif national de 10 000 nouvelles places supplémentaires.

Pour la région PACA, cela se traduit par un objectif de création de 803 places sur la période du plan.

A cet effet, la Direction Régionale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) a effectué une répartition, par département, en fonction de la population, des bénéficiaires du RSA et des allocataires AAH.

Pour le Var, le nombre de places à créer s'élève à 225, dont au moins 48 places de résidences accueil.

Les pensions de famille constituent un dispositif clé de lutte contre le sans abris, car elles proposent à des personnes au long parcours de rue et de précarité une offre de logement autonome tout en proposant des lieux collectifs et une animation de la vie quotidienne par un hôte (ou un couple d'hôte).

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) du Var souhaite développer cette offre de logements adaptés pour les raisons suivantes :

- elle constitue une réponse adaptée à des personnes à faible niveau de ressources, dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, et dont la situation sociale et psychologique, voire psychiatrique, rend impossible à échéance prévisible l'accès à un logement ordinaire ;
- elle contribue à fluidifier les sorties des structures d'accueil, d'hébergement et d'insertion.

Son développement s'inscrit dans les orientations du Plan Départemental d'Action pour le Logement d'abord et de l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et la stratégie nationale du logement d'abord.

1- Contenu de l'appel à manifestation d'intérêt

L'appel à manifestation d'intérêt porte sur la création de places de pensions de famille ou résidences accueil dans le département du Var pour la période 2023/2027 avec des territoires prioritaires.

Pour les résidences accueil, deux territoires seront ciblés comme prioritaires :

- L'Estérel Côte d'Azur Agglomération (ECAA) avec les communes de Fréjus/ Saint Raphaël/ Roquebrune sur Argens/ Les Adrets totalement dépourvues de ce type de structure ;
- La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) sur les douze communes ;

Pour les pensions de famille dites « classiques », les territoires prioritaires seront :

- La Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume avec les communes de Sanary, Bandol, Le Castellet, La Cadière, Signes, Le Beausset, Evenos, Saint-Cyr et Riboux ;
- La Communauté d'Agglomération Provence Verte sur les vingt-huit communes ;
- Et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) sur les douze communes.

Les créations de places de résidences accueil (qui impliquent un suivi renforcé des usagers par le secteur sanitaire) seront priorisées. Les structures mixtes (pensions de famille intégrant des places de résidence accueil) sont admises.

2- Agrément requis pour la gestion de pensions de famille et résidences accueil

Le candidat retenu devra bénéficier d'un agrément préfectoral en vue d'exercer les activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale et notamment l'activité de gestion de résidences sociales mentionnée aux articles L.365-4, R.365-1-3° et R.365-4 du code de la construction et de l'habitation.

3- Cahier des charges

Le cahier des charges de l'appel à manifestation d'intérêt est annexé au présent avis (annexe 2).

4- Modalités d'instruction des projets et critères de sélection

Les projets seront instruits localement par la DDETS, en lien avec la Direction Départementale du Territoire et de la Mer (DDTM) avant d'être présentés en comité régional de validation, réuni à l'initiative de la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS).

Les dossiers parvenus ou déposés après la date limite de dépôt ne seront pas recevables (le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt faisant foi).

Les projets seront appréciés au regard de :

- la complétude du dossier,
- la conformité au cahier des charges,
- l'intérêt de l'offre au regard du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'insertion du département: localisation, intégration du projet dans une démarche associative ou institutionnelle, expérience sociale de l'association ou organisme, partenariats envisagés, délais de mise en œuvre.

5- Modalités de transmission du dossier

Chaque candidat devra déposer, par voie dématérialisée, un dossier de demande de subvention, à l'aide du formulaire « *démarches simplifiées* » accessible via le lien suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/ami-creation-pension-de-famille-var>

Ce formulaire devra être transmis avant **le 31 mai 2024**.

6- Composition du dossier :

Le dossier sera composé des éléments suivants :

Caractéristiques du porteur de projet :

- 1/ un exemplaire des statuts de l'association,
- 2/ une copie de la dernière certification du commissaire aux comptes s'il y est tenu en vertu du code du commerce,
- 3/ les éléments descriptifs de son activité dans le champ sanitaire, social et médico-social et de la situation financière s'y rapportant.

Caractéristiques du projet :

- 1/ tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges,

- 2/ un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire :

- un avant-projet du projet social précisant les démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge :

- une présentation de l'organisme gestionnaire, de son projet associatif et de son organisation ;
- une présentation des éléments architecturaux et techniques (implantation et nature des locaux, surfaces, respect de la réglementation)

- une présentation des éléments d'ordre social (projet de règlement intérieur, projet de bail individuel, conditions et modalités d'accueil, modalités d'accompagnements proposés, modes de concertation avec les partenaires locaux...)
- une méthode d'évaluation
- une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification

- un dossier financier comportant :

- s'il y a lieu, le programme d'investissement prévisionnel précisant la nature des opérations, leurs coûts, leurs modes de financement et un planning de réalisation,
- un budget prévisionnel de fonctionnement en année pleine ;
- les comptes annuels consolidés de l'organisme gestionnaire.

3/ le formulaire de réponse dûment renseigné constituant l'annexe 1.

4/ la position des propriétaires en cas de location et des élus du secteur d'implantation

7- Publication de l'avis d'appel à manifestation d'intérêt

Le présent avis d'appel à manifestation d'intérêt sera publié sur le site internet de la préfecture du Var et diffusé aux associations et organismes œuvrant dans le domaine de l'hébergement et de l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées.

8- Calendrier

Date limite de dépôts des projets : **31 MAI 2024**

Les candidats seront informés par mail de la suite donnée à leur offre.